

Circulaire aux autorités militaires des cantons

Autor(en): **Steiger**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **22 (1877)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-334523>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le général déclare qu'en 1870, après avoir été, au début, très contraire à une immixtion de l'Italie dans la guerre franco-allemande, il eut ensuite personnellement des impressions différentes : « Je déclarerai franchement qu'il est très vrai que, interpellé à ce sujet (probablement au moment du fameux voyage patriotique de M. Thiers), je fus de ceux qui auraient volontiers aidé la France lorsque, à la suite de ses premiers désastres, elle fut menacée d'un démembrement. »

Dans le chapitre III, intitulé : *Persécutions des agents prussiens*, l'auteur revient sur cette idée que M. de Bismark n'a pas pardonné à l'Italie de lui avoir été trop utile en 1866.

« Nous étions coupables d'avoir remis en selle le comte de Bismark par notre note du 27 avril (1866), dans laquelle s'annonçait à l'Europe la mobilisation de notre armée. »

C'est aussi dans ce chapitre III qu'il se plaint très amèrement des tracasseries dont il fut l'objet, après la guerre, de la part des agents et des journalistes que M. de Bismark soudoyait à Florence. « Ses émissaires, descendus en Italie comme une vraie bande noire, me faisaient, dans les journaux et dans des libelles, une guerre sans pitié. »

La presse italienne semble assez unanime à déplorer cette nouvelle publication de l'honorable général.

Encouragée par l'accueil fait à sa circulaire relative au *Portefeuille militaire à l'usage des officiers et sous-officiers de l'armée suisse*, la LIBRAIRIE J. SANDOZ a décidé de prolonger jusqu'à fin courant la souscription au dit ouvrage, au prix de 1 fr. 75. — Les officiers et sous-officiers qui n'auraient pas encore envoyé leur bulletin de souscription, sont invités à le faire sans retard. Car ce Portefeuille est, ainsi qu'il le porte sur sa couverture, un véritable *Vademecum* indispensable à notre armée, et une fois en librairie le prix en sera augmenté.

Nous avons sous les yeux le *Portefeuille militaire*. C'est un petit volume, fort coquet, contenant des notices très détaillées sur la tactique et des notices sur le terrain. Nous ne pouvons que le recommander à toute l'armée suisse.

Circulaire aux autorités militaires des cantons.

En exécution du postulat rendu par la haute Assemblée fédérale, le 25 décembre 1876, le Conseil fédéral a, dans sa séance du 26 du même mois, pris la décision suivante au sujet de la vente des munitions :

1^o A partir du 1^{er} janvier 1877, les débitants patentés de munitions sont tenus de vendre au prix de fr. 66 (soixante-six francs) le mille, aux sociétés de tir en Suisse, les cartouches à balle de petit calibre.

2^o A cet effet, la munition leur sera livrée, par le dépôt fédéral des munitions, au prix de fr. 65 50 (soixante-trois francs cinquante centimes) le mille.

3^o Pour les livraisons à l'étranger, les cartouches seront fournies aux débitants par le dépôt fédéral des munitions, au prix de fr. 71 (septante-un francs) le mille.

4^o Le crédit de fr. 110,000 alloué au budget de 1877 pour les encouragements aux sociétés de tir, est porté à fr. 145,200.

5^o L'article 6 de l'ordonnance du 17 janvier 1876 est modifié comme suit :

« L'administration militaire prend à sa charge :

« b. Par le budget « Dépôt des munitions » la provision sur la vente des « cartouches, à raison de fr. 2 50 le mille ».

6^o La munition pour les écoles et cours militaires de cette année sera portée en compte au même prix que pour l'année dernière.

En portant cette décision à votre connaissance, nous vous faisons en outre remarquer que les prix ont été fixés sur les bases suivantes :

Prix de revient du laboratoire.

Fr. 54,429 92	Matière première, y compris l'usure des outils servant à la fabrication d'un million de cartouches.
» 9,576 70	Salaires et fournitures de bureaux.
» 1,948 58	Chauffage, éclairage, entretien de l'inventaire, intérêts et dépréciation.

Fr. 65,955 — pour 1,000,000 de cartouches, soit fr. 65 95,5 le mille.

Outre ces frais de fabrication il en existe d'autres dont il n'a pas été tenu compte dans la fixation du prix et qui sont supportés par la Confédération, savoir :

Fr. 0 47	Contrôle de la poudre et des munitions.
» 0 40	Frais d'administration du dépôt.
» 0 90	Camionnage de la munition à Thoune et au domicile du débitant.
» 2 50	Provision du débitant.

Fr. 4 27

Ensorte que le millier de cartouches revient à l'administration militaire fédérale à fr. 70 22,5.

Berne, le 5 février 1877.

Le chef de la section administrative,
STEIGER.

Berne, le 20 janvier 1877.

Ensuite d'une demande qui nous a été adressée et du préavis du chef d'arme de l'infanterie, nous avons l'honneur de vous informer que les recrues d'infanterie et de carabiniers ne doivent être armées que de fusils et carabines entièrement neufs.

Le chef de la section administrative, STEIGER.

Sur la question des musiques militaires, le Département militaire fédéral adresse aux autorités militaires des cantons la regrettable circulaire suivante datée du 20 janvier :

« Le Conseil fédéral s'est occupé dans le temps de la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'organiser d'une manière quelconque des corps de musiques militaires. Il a résolu négativement cette question, en se fondant principalement sur ce que la nouvelle organisation militaire ne prévoit pas de corps semblables, et il décida en principe que nul ne pourrait désormais satisfaire à ses obligations militaires en sa qualité de membre d'un corps de musique particulier.

En exécution de cette décision, nous avons l'honneur de vous inviter à incorporer comme trompettes ou tambours dans un corps d'élite ou de la landwehr, suivant leur âge et selon les prescriptions de la loi, les citoyens suisses de votre canton, astreints par leur âge et ayant fait partie jusqu'ici d'un corps de musique particulier. Cette incorporation doit avoir lieu alors même que les musiques de corps que cela concerne verraient par là leur effectif compter momentanément des surnuméraires.

S'il s'agit de l'incorporation dans une unité de troupe de la Confédération, les autorités militaires cantonales voudront bien s'entendre avec le chef de l'arme que cela concerne.

Les hommes qui ne pourraient pas être incorporés comme trompettes ou tambours auront le choix de se faire porter au nombre de ceux payant la taxe militaire ou d'achever leur temps de service réglementaire, mais non comme musiciens, dans l'une des armes. Dans ce dernier cas, ceux que cela concerne seront appelés à un service d'instruction pendant une partie de sa durée.

Ceux qui seront incorporés comme trompettes dans un corps se pourvoiront de l'un des instruments prescrits par le règlement sur l'équipement des trompettes, du 31 mars 1875, et quant aux changements qui seront nécessités dans l'habillement et l'équipement des hommes par la nouvelle incorporation, on y pourvoira au moyen des anciens approvisionnements. (Réserve d'habillement dans les cantons ou approvisionnements de la section administrative du matériel de guerre fédéral.)

Nous vous prions de procéder sans retard à la nouvelle incorporation des inté-

ressés et de nous faire rapport sur son exécution jusqu'à fin mars prochain au plus tard. »

Le Département militaire fédéral aux chefs d'armes et de divisions et aux commandants des divisions de l'armée

Berne, le 20 janvier 1877.

Il s'est introduit dans le service d'instruction de nos troupes un usage qui consiste à appliquer, suivant le cas, divers genres de punitions disciplinaires non prévues par la loi sur la justice pénale pour les troupes fédérales, du 27 août 1851, telles par exemple que le port extraordinaire du sac ou du porte-manteau, des marches excessives, exécution de travaux au quartier, corvées qui, sans parler d'un autre genre de rudesse de traitement, ne se rencontrent pas dans les troupes. En outre, quelques punitions prévues par la loi, sont exagérées d'une manière inadmissible. Dans cette dernière catégorie, rentrent les gardes de punition que le chef de poste seul a le droit d'infliger et cela dans une durée limitée.

Des exagérations de cette nature peuvent, suivant les circonstances, être nuisibles à la santé de ceux qu'elles atteignent ; elles blessent en tout cas les sentiments de dignité de l'homme et elles l'excitent plus à la résistance qu'elles ne contribuent à son amélioration, but essentiel de la punition.

Nous nous voyons en conséquence dans le cas d'ordonner ce qui suit :

1. Il ne peut être infligé dans l'armée aucune punition non prévue par la loi sur la justice pénale militaire.
2. Les punitions réglementaires doivent être infligées dans le sens même de la loi et non d'une manière préjudiciable et inadmissible.
3. Les punitions ne seront infligées que dans une manière ménageant le plus possible les sentiments de dignité personnelle de l'homme en défaut.

NOUVELLES ET CHRONIQUE.

En date du 30 janvier écoulé, le Conseil fédéral a approuvé une ordonnance sur la formation, l'entretien, l'emploi et le contrôle de la réserve d'habillement dans les cantons.

Par circulaire du 9 courant, le Conseil fédéral rappelle aux autorités cantonales l'exécution de l'art. 20 de la constitution et l'art. 144 de la loi organique prescrivant que les militaires doivent arriver aux écoles avec leur équipement au complet, c'est-à-dire aussi avec les objets qu'ils fournissent eux-mêmes, tels que bas, chemises, demi-bottes, etc. Les objets manquants seront dorénavant fournis aux frais des cantons par les commandants d'écoles.

Dans sa séance du 7 février courant, le Conseil fédéral a fait les nominations suivantes :

Le colonel-brigadier d'infanterie Jean Kottmann, de Soleure, comme commandant de la IV^e division, en remplacement du colonel-divisionnaire Merian, démissionnaire.

Le colonel-brigadier d'infanterie Alphonse Pfyffer, à Lucerne, commandant de la VIII^e division, en remplacement du colonel-divisionnaire de Gingins, relevé de son commandement.

Reste à pourvoir au commandement de la I^{re} division, en remplacement du colonel-divisionnaire Aubert, démissionnaire.

M. le lieutenant-colonel Rudolf, instructeur chef du 4^e arrondissement, a été nommé commissaire des guerres en chef avec le grade de colonel, à la place de M. le colonel Denzler, démissionnaire. Le nouveau titulaire entrera en fonctions le 1^{er} mars.

Le tableau des écoles militaires fédérales pour 1877 vient de paraître. Nous le publierons dans notre prochain numéro.